



Commune de VOUGY

Mairie – 120 Rue de Verdun

42720 VOUGY

Tél : 04 77 64 30 46

mairie@vougy42.fr

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

Renouvellement du réseau

RUE DE LA CROIX VERCHERE

Date et heure limites de réception des offres :

MERCREDI 22 MAI 2024 à 12h00



Bureau d'études ICA ENVIRONNEMENT

6 Rue Emile Noirot - 42300 Roanne - Tél : 04.77.23.05.79

e-mail : contact@ica-environnement.fr

SOMMAIRE

1	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1	– OBJET	3
1.2	– MODE DE PASSATION	3
1.3	– TYPE ET FORME DE CONTRAT	3
1.4	– DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION.....	3
1.5	– NOMENCLATURE.....	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	3
2.1	- DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	3
2.2	– FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT.....	3
2.3	– VARIANTES.....	3
3	LES INTERVENANTS	3
3.1	– DESIGNATION DE L’ACHETEUR	3
3.2	– MAITRISE D’ŒUVRE	4
3.3	– CONTROLE TECHNIQUE	4
3.4	– SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	4
4	CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT	4
4.1	– DUREE DU CONTRAT OU DELAI D’EXECUTION	4
4.2	– MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	4
5	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
6	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	5
6.1	– DOCUMENTS A PRODUIRE	5
7	CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS.....	7
7.1	– TRANSMISSION ELECTRONIQUE.....	7
7.1	– TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER	8
8	EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	8
8.1	– SELECTION DES CANDIDATURES	8
8.2	– ATTRIBUTION DES MARCHES.....	8
8.3	– SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	9
9	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
9.1	– ADRESSES SUPPLEMENTAIRES ET POINTS DE CONTACT	9
9.2	– PROCEDURES DE RECOURS.....	10

1 Objet et étendue de la consultation

1.1– Objet

La présente consultation concerne des travaux de renouvellement du réseau d'assainissement de la Rue de la croix verchère à Vougy (42).

1.2– Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3– Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4– Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.5– Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45232410-9	Travaux d'assainissement

2 Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2– Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

2.3– Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 Les Intervenants

3.1– Désignation de l'acheteur

Nom de l'organisme : Mairie de VOUGY
120 Rue de Verdun
42720 VOUGY
Tél : 04 77 64 30 46
mairie@vougy42.fr

3.2– Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ICA environnement
6 rue Emile Noirot
42300 ROANNE
Tél : 04 77 23 05 79
contact@ica-environnement.fr

3.3– Contrôle technique

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

3.4– Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Aucune coordination sécurité et protection de la santé, ni aucun plan de prévention ne sont prévus pour cette opération.

4 Conditions relatives au contrat

4.1– Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2– Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE)
- Les plans
- Les DT

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté

à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 – Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU)	Non
Le détail quantitatif estimatif (DQE)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

7 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 – Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée exclusivement sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.marches-publics.info>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-OM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

La copie de sauvegarde n'est ouverte que dans les cas suivants :

- Lorsque la candidature et/ou l'offre transmise par voie électronique contient un programme informatique malveillant (virus) détecté par l'entité adjudicatrice.
- Lorsque la candidature et/ou l'offre transmise par voie électronique n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pas pu être ouverte par l'entité adjudicatrice.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Mairie de VOUGY :

120 Rue de Verdun
42720 VOUGY
Tél : 04 77 64 30 46
mairie@vougy42.fr

Tous les formats électroniques mentionnés ci- après ou des formats compatibles sont admis : Word, Excel, Acrobat pdf, jpg, dwg. Les documents ayant une extension en .exe et .html sont proscrits.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.1 – Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 Examen des candidatures et des offres

8.1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 6 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 – Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60.0 %
1.1-Méthodologie appliquée au chantier	24.0 %
1.2- Moyens humains et matériels affectés à la réalisation des prestations et au chantier	12.0 %
1.3- La provenance des produits et matériaux (avec les fiches produits)	6.0 %
1.4- Planning d'exécution	12.0 %
1.5-Hygiène, sécurité et protection environnementale	6.0 %
2-Prix des prestations	40.0 %

Pour chacun des sous critères de la valeur techniques définis pour le mémoire, une note de 0 à 4 sera attribuée avec des demi-points possibles :

- 0 : non abordé
- 1 : très incomplet
- 2 : traité correctement
- 3 : complet
- 4 : complet, précis avec une valeur ajoutée

Le critère prix sera noté sur 40 via la formule suivante :

$$\text{Note (sur 40 points)} = 40 \times \left(1 - \frac{\text{Offre jugée} - \text{Offre la plus basse}}{\text{Offre la plus basse}}\right)$$

Les notations des critères seront enfin multipliées par leurs pondérations respectives, et additionnées pour donner la note finale.

Conformément aux articles R2152-6 à R2152-12 du Code de la Commande Publique, les offres sont classées par ordre décroissant en fonction de leur note.

L'offre obtenant la meilleure note est classée première et sera considérée comme l'offre économiquement la plus avantageuse.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3– Suite à donner à la consultation

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général

La pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager une négociation avec le ou les candidats le(s) mieux placé(s) afin d'obtenir la meilleure proposition. Il se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation. Dans le cas où la négociation serait mise en œuvre, celle-ci pourrait prendre la forme d'un échange de courriel, courrier, rencontre physique dans les locaux du maître d'ouvrage, entretien téléphonique ou visioconférence. Après la ou les phases de négociation, une nouvelle notation des offres sera effectuée selon les critères précités à l'article 8.2 du présent règlement de la consultation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 Renseignements complémentaires

9.1– Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.marches-publics.info>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

9.2– Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON

184 Rue Duguesclin

69433 LYON CEDEX 03

Tél : 04 78 14 10 10

Télécopie : 04 78 14 10 65

Courriel : greffe.ta-lyon@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Voies et délais des recours dont dispose le candidat :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- Recours contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme.